

Youssef Chahed à Paris

Moments forts

Par notre envoyé spécial à Paris, Taïeb Zahar

Cinq accords de coopération dont deux sous forme de prêts d'environ 103,3 millions d'euros pour renforcer l'infrastructure sanitaire dans le gouvernement de Sidi Bouzid et la promotion de la numérisation du système de santé, ont été signés. Les trois autres portent sur les domaines du transport, de la santé et de l'enseignement supérieur. Les trois journées passées par le Chef du gouvernement et la délégation l'accompagnant à Paris ont été fructueuses, à plus d'un titre. Et rien que pour les protocoles d'accord conclus, on peut qualifier cette visite de réussie.

Un accueil officiel à la Cour d'honneur des Invalides, puis l'entame d'un programme très chargé. Youssef Chahed multipliera les rencontres qu'il débute avec un entretien avec Laurent Fabius, président du Conseil constitutionnel. Rencontres qu'il mènera à un rythme soutenu avec pour objectif séduire encore plus et convaincre le premier partenaire économique de la Tunisie de réinvestir dans tous les domaines.

Du parlement à l'Élysée et au Sénat en passant par le parlement, Matignon et l'IMA, le Chef du gouvernement trouvera le temps pour rencontrer les membres du conseil de l'OCDE, la Secrétaire générale de l'Organisation de la francophonie, rendre visite au point F et faire un détour du côté du salon des expositions de Paris pour rencontrer des exportateurs de textile tunisiens. Il n'y avait pas de temps à perdre et le leitmotiv était de plaider la cause de la Tunisie et d'exposer les avantages que la jeune démocratie offrait désormais aux investisseurs étrangers, particulièrement français.

Retour sur les temps forts de ces trois jours du périple parisien de Youssef Chahed.

Volonté réaffirmée

Si les premières rencontres étaient avec le président du Conseil constitutionnel, Laurent Fabius, et Richard

Ferrand, président de l'Assemblée nationale française, pour mettre en valeur les étapes franchies par la Tunisie dans la consolidation des instances constitutionnelles et l'évolution de son processus démocratique, avec le président français Emmanuel Macron rencontré au dernier jour de la visite et Edouard Philippe, premier ministre, les entretiens ont porté sur les fondamentaux de la coopération tuniso-française. Et à sa sortie de l'Élysée, Chahed n'a pas caché sa satisfaction de la teneur de sa rencontre avec le chef de l'État français qui, à l'occasion, avait renouvelé sa volonté de faire en sorte que les investissements français soient doublés à l'horizon 2022.

Il le fera savoir dans une déclaration aux médias, en mettant l'accent sur les attentes de son pays de ses relations avec la France.

Atteindre 1 million de touristes français, faire monter en puissance les investissements français en 2019 mais, également, renforcer la coopération bilatérale au plan sécuritaire.

Dans ce contexte, la lutte contre le terrorisme étant une cause commune, Chahed mettra l'accent sur l'échange d'informations et de renseignements et la mise en place d'une stratégie globale qui sont nécessaires pour réussir cette lutte.

Il sera question également de l'éducation et de l'enseignement supérieur. L'Université franco-tunisienne verra le jour en Tunisie à partir du mois de septembre prochain et des projets de jumelage sont au programme entre plusieurs universités tunisiennes et françaises. « *La Tunisie est une démocratie naissante et le niveau de coopération économique devrait atteindre un palier plus élevé en vue de pouvoir répondre aux attentes du peuple tunisien* ». C'est ce que Chahed est allé défendre à Paris, capitale du premier partenaire de la Tunisie.

« Le couple franco-tunisien va bien »

Avec son homologue Edouard Philippe, l'ambiance était amicale, cordiale et détendue. Le point de presse qui a suivi la seconde réunion du Haut Conseil de coopération a reflété la qualité des relations entre les deux hommes et entre les deux pays.

Le partenariat tuniso-français est de qualité avec un important financement français de 300 millions d'euros par an et l'appui de la France au processus démocratique tunisien.

La coopération entre les deux pays s'articule autour de quatre axes prioritaires, notamment celui économique avec l'objectif ambitieux de doubler les investissements français à l'horizon 2022. « *C'est un objectif très important* », précisera Chahed, car l'investissement direct étranger est fondamental pour la croissance de la Tunisie.

Le volet sécuritaire occupe une place importante et il sera abordé avec le premier ministre français. Edouard Philippe soulignera dans ce contexte les avancées réalisées par la Tunisie dans sa lutte contre le terrorisme, ce qui fera dire à Youssef Chahed que notre pays a développé une expertise en ce domaine, surtout en matière d'anticipation et de traitement, dans le cadre de la coopération, du retour des Tunisiens des foyers de tension.

« *Les axes de notre coopération couvrent un champ très large. La France reste le premier partenaire de la Tunisie. Nous observons des avancées en matière de commerce, d'investissement, d'extension des entreprises françaises résidant en Tunisie. Le volet économique est un défi stratégique pour la Tunisie, puisque cette jeune démocratie a achevé plusieurs acquis et en a réalisé plusieurs autres en matière de liberté d'expression, de liberté de parole, de liberté de conscience, des acquis où la marche arrière est impossible aujourd'hui. Nous allons vers des élections fin 2019. Ce sera la 5^e fois que les Tunisiens se rendront aux urnes en l'espace de 7 ou 8 ans, d'une manière libre et transparente, et c'est là aussi un important acquis. En renforçant le volet économique, la Tunisie entrera pleinement dans le club des démocraties anciennes. Ce n'est pas tous les jours que nous avons une démocratie à une heure au sud de l'Europe et il est du rôle de la France de soutenir cette démocratie* ». Le plaidoyer peut paraître assez cru mais Chahed a choisi le discours de la vérité en évitant de caresser dans le sens du poil. En tant que premier partenaire, et eu égard aux relations historiques, la France a obligation et devoir de soutenir la Tunisie. C'est une question de mérite. Les conventions de coopération signées ce jour-là dénotent du sens de cette coopération et de la volonté commune de la hisser au niveau des aspirations des deux parties.

La co-production plutôt que la sous-traitance

Le 2e Forum économique franco-tunisien, qui s'est tenu au Sénat, a été l'occasion pour Youssef Chahed de rappeler l'ambition d'Emmanuel Macron de multiplier par deux les investissements français en Tunisie d'ici 2022. « *1300 entreprises françaises employant près de 240 000 personnes sont installées en Tunisie* », a tenu à rappeler Youssef Chahed qui ne s'est pas empêché de souligner l'importance de cette assise et les opportunités rendues possibles grâce à la qualité de la main-d'œuvre



A Matignon, l'ambiance était amicale, cordiale et détendue



Forum économique franco-tunisien : doubler les investissements français en Tunisie à l'horizon 2022

tunisienne. Le champ restant ouvert à l'installation de nouvelles entreprises. Et pour cause.

« *Nous voulons que la Tunisie soit une pépinière de compétences pour pouvoir prétendre au top 50 des économies les plus compétitives du monde d'ici deux à trois ans. Ce que nous demandons aux investisseurs étrangers, français en particulier, c'est d'être rapides, efficaces, audacieux, et de viser la coproduction plutôt que la sous-traitance* ». Le message est clair et l'attente bien définie. Il est temps de passer à autre chose, un autre registre de la coopération et du partenariat. Le gouvernement investit pour ce faire près de 2 milliards d'euros par an, les infrastructures tunisiennes sont de qualité et le contexte démocratique est favorable.

« Réussir la démocratie avec les jeunes »

A l'Institut du monde arabe, Youssef Chahed a voulu mettre à l'honneur les jeunes en donnant une conférence intitulée « *réussir la démocratie avec les jeunes* ».

Youssef Chahed n'ira pas par quatre chemins et reconnaîtra les difficultés que traverse le pays. Il a affirmé être conscient des souffrances des jeunes au chômage et de la marginalisation qu'ils subissent, surtout dans les régions intérieures, particulièrement dans les régions ouest et sud. « *Les jeunes figurent en bonne place dans le projet politique du gouvernement, la jeunesse est au cœur de notre démarche politique* », précise-t-il. ➡



A l'IMA : "Réussir la démocratie avec les jeunes"



Pour être exclue de la liste noire européenne, la Tunisie doit d'abord être retirée de la liste du GAFI.

➔ Et c'est sans détours qu'il parlera de la difficulté de la situation qui prévaut et rappellera en précisant : « Nous avons affronté des situations difficiles et nous avons tout fait pour éviter les tensions et leurs pendants, les grèves générales, en fournissant de grands efforts pour éviter le surendettement qui suffoquera les générations futures. Nous avons la noble tâche de porter une belle image de notre pays, et de nous diriger vers la jeunesse. Cette dernière ne doit pas être un gadget électoral ».

« Nous sommes tous partis un jour pour revenir au pays au final »

Le départ de compétences tunisiennes à l'étranger, ou plus communément la fuite des cerveaux, est l'une des questions soulevées dans le discours prononcé par Chahed. Cela s'imposait de par l'importance du phénomène qui a marqué ces dernières années. En effet, une vague de départs de jeunes diplômés à la recherche d'une situation meilleure ou par désespoir en raison de l'absence d'horizons. Cela suscitait aussi bien des interrogations que l'indignation de certains milieux.

Mais le Chef du gouvernement s'est voulu optimiste, affirmant que cela ne l'inquiétait pas outre mesure, rap-

pelant au passage que « cela ne devrait pas être considéré comme problématique. Nous sommes tous partis étudier et travailler à l'étranger, mais nous sommes tous revenus un jour en Tunisie, parce que nous aimons ce pays. »

Des indicateurs rassurants

Comme pour rassurer l'assistance, notamment les jeunes présents à cet événement, Chahed citera quelques chiffres dont le taux de croissance de 2,8 % atteint l'année dernière ou les 8 millions de touristes qui ont visité la Tunisie en 2018. « Nous sommes en train de travailler sur les secteurs piliers de notre économie », affirme-t-il et de rappeler que déjà, « en 2016, nous avons tenu un discours franc. Conscient des difficultés auxquelles nous sommes livrés, nous n'avons pas nié la réalité, mais nous comptons améliorer le pouvoir d'achat et réaliser une percée considérable. Nous comptons également faire participer les jeunes. Nous ne voulons plus qu'ils soient les destinataires, mais les acteurs. »

La communauté rassurée

« La Tunisie avance à grand pas dans sa transition démocratique », avait-il déclaré devant des représentants de la communauté tunisienne à Paris.

Un message qu'il n'a cessé, trois jours durant, de répéter pour rassurer sur le processus engagé par la jeune démocratie. « Le pays s'apprête à achever la mise en place des instances constitutionnelles et à leur tête la Cour constitutionnelle ». La voie est tracée et il n'y a aucun risque de retour en arrière.

« Les pas réalisés jusque-là sont positifs ». Il rappellera la nette amélioration de la situation sécuritaire du pays pendant les dernières années, ajoutant que ceci ne pourrait que rassurer les investisseurs étrangers et les inciter à venir investir en Tunisie. Il précisera que 15% du budget de l'Etat sont réservés à la sécurité.

Youssef Chahed a affirmé que la liberté d'expression et de manifestation est garantie par la loi. « Le Tunisien a finalement retrouvé sa dignité après de longues années d'injustice et de répression », a-t-il lancé.

Dans tout cela, Chahed n'a pas omis une seule fois d'admettre la responsabilité du gouvernement. Il reconnaîtra un déficit de communication sur tout ce qui se fait ou s'est fait, sur les mesures mises en œuvre et sur les objectifs fixés.

« Ce sont, peut être, les querelles politiques qui sont à l'origine de cette ambiance négative qui règne dans le pays. Nous sommes une démocratie naissante. Aujourd'hui, notre tâche est de redonner de l'espoir aux Tunisiens. »

Menée tambour battant, la visite de travail de Chahed aura été chargée de satisfactions rien que pour la volonté affichée par la partie française d'aller encore plus loin dans sa coopération et son partenariat avec la Tunisie.

Le soutien ressenti dans les déclarations des responsables français à l'action menée par le gouvernement tunisien était perceptible et les horizons sont prometteurs.

Il est permis de plagier ici Youssef Chahed et d'affirmer qu'au vu de la chaleur de l'accueil et des résultats des entretiens bilatéraux, « le couple franco-tunisien se porte bien ».

T.Z.